

## DES SIGNES DE FATIGUE

Les Palestiniens dans la bande de Gaza, sous occupation israélienne, sont confrontés à une nouvelle mesure de privation. Israël a décidé de restreindre leur accès aux appareils de télécopie, dans l'espoir d'interrompre les transmissions de tracts et de mots d'ordre entre les militants dans les territoires occupés et la direction de l'Organisation de libération de la Palestine à l'étranger.

Comme un grand nombre des mesures adoptées par Israël depuis le début du soulèvement des Palestiniens en décembre 1987, la prohibition des télécopieurs semble assez facile à contourner. Israël a déjà tenté d'interdire les communications téléphoniques internationales à partir des territoires occupés dans les premiers temps de l'*Intifada*, mais il y a renoncé quand les Palestiniens ont commencé à donner leurs coups de fil à partir de Jérusalem-Est, qui est formellement annexée à Israël et était pour cette raison demeurée intouchée. Vingt mois après qu'elle a commencé, l'*Intifada* n'est toujours pas écrasée. Cependant, la pression israélienne produit un certain effet.

Les Palestiniens ont récemment commencé à manifester des signes de fatigue, de stress, ou même de désespoir. Jusqu'à il y a peu, les responsables israéliens qui déclaraient qu'il ne s'agissait que d'une question de temps avant que cela se produise ne faisaient que prendre leurs désirs pour des réalités. Maintenant, certains Palestiniens commencent à se demander si tout cela en vaut bien la peine. Après des mois d'arrestations et d'expéditions punitives, des dizaines, sinon des centaines de dirigeants locaux qui forment la colonne vertébrale de l'*Intifada* ont été battus, arrêtés, déportés ou tués. L'armée et le service de sécurité du Shin Beth semblent avoir organisé l'assassinat des hommes dont ils voulaient se débarrasser. Un habitant de Gaza qui a été tué par balles le 29 août était un dirigeant des *Chabiba*, le mouvement des jeunes du Fath, le groupe

le plus important au sein de la large coalition qui forme l'OLP.

Avec un grand nombre de leurs dirigeants morts ou emprisonnés, les Palestiniens ordinaires montrent des signes de fatigue. Deux tracts récents émis par la Direction nationale unifiée du soulèvement appelaient les élèves à ne pas se rendre en classe (réouvertes récemment après une année de fermeture) les jours de grève générale et demandaient aux habitants de Cisjordanie de s'abstenir de travailler en Israël même, en solidarité avec leurs compatriotes de la bande de Gaza qui sont en grève depuis une quinzaine pour protester contre l'introduction de nouvelles cartes d'identité. Il y a quelques mois, les Palestiniens respectaient les instructions de la direction clandestine comme s'il s'agissait d'ordres divins. Mais cette dernière série d'ordres a été largement ignorée.

L'armée israélienne n'exulte pas encore. Beaucoup de ses officiers s'attendent à ce que la fatigue conduise à une escalade du soulèvement et pas à son extinction. A Tunis, le mois dernier, les dirigeants du Fath ont appelé à une intensification de la violence dans les territoires occupés. C'est probablement en réponse à cela qu'il s'est opéré un changement dans les tactiques palestiniennes sur le terrain. La semaine dernière, un civil israélien désarmé a été enlevé dans le village de Tulkarm en Cisjordanie (il devait être libéré peu de temps après par l'armée). Quelques jours auparavant, quatre percepteurs de taxes israéliens étaient attaqués au moyen de cocktails Molotov dans le centre de Ramallah. Des coups de feu ont été tirés contre une position de l'armée à Naplouse. Définir l'*Intifada* comme « la guerre des pierres » et non des balles devient malaisé au moment où des militants plus jeunes et plus farouches viennent prendre la place de ceux qui sont arrêtés.

L'*Intifada* continue à bénéficier d'un très large soutien. Mais l'élan créé par les grandes avancées politiques réalisées par

l'OLP — son dialogue avec les États-Unis et la reconnaissance par un grand nombre de pays de la Palestine fantôme de Yasser Arafat — se ralentit. M. Arafat déclare de plus en plus souvent qu'il est en train de perdre patience face à la médiation américaine. Entre-temps, dans les dix jours qui ont précédé le 29 août, quinze Palestiniens au moins ont été tués par les tirs de l'armée israélienne ; plusieurs autres sont morts dans les attaques désormais routinières perpétrées par des Palestiniens contre d'autres Palestiniens accusés de collaborer avec les Israéliens. Les sacrifices de l'*Intifada* se poursuivent, mais les gains ne sont plus ce qu'ils étaient.

*The Economist*, 2 septembre 1989.

#### JETER LES FONDATIONS D'UNE ÉCONOMIE PALESTINIENNE

Le soulèvement palestinien a commencé à produire des changements économiques à long terme tant dans les territoires occupés qu'en Israël.

Depuis le changement de la rébellion en décembre 1987, l'attention s'est focalisée sur les graves dommages économiques qu'elle a causés aux Palestiniens et sur la récession qu'elle a contribué à créer en Israël.

Toujours bien portant en sa seconde année, le soulèvement a également commencé à modifier la structure de l'économie palestinienne en la séparant de l'économie de l'État juif d'une manière que certains économistes estiment pouvoir être irréversible.

Dans de nombreux secteurs, l'*Intifada* est en train de changer ce que les Palestiniens produisent et le lieu où ils le vendent, et tous ne s'en portent pas plus mal. Certains deviennent même riches du fait de la révolte.

Bien que les experts israéliens tendent à minimiser les nouvelles activités qui se créent en Cisjordanie, ils s'accordent avec les militants palestiniens pour reconnaître

que ce renversement contribue à préparer le terrain, psychologiquement et matériellement, pour l'indépendance des territoires occupés.

« L'*Intifada* donne aux gens l'opportunité de se purifier sur le plan économique, de briser les liens avec Israël », dit Samir Hulaileh, un économiste et un militant actif de Cisjordanie qui est également membre du Groupe pour le développement économique, dirigé par des Palestiniens.

« Avant, certains hommes d'affaires auraient été hostiles à la création de deux États », poursuit-il. « Maintenant, ils ont des raisons économiques aussi bien que politiques de la soutenir. »

Dans l'ensemble, les revenus des familles et les activités économiques en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ont connu une baisse allant de 40 à 50 % l'année dernière par rapport à leur niveau de 1987, car les grèves, les manifestations et les restrictions imposées par Israël ont désorganisé tous les secteurs d'activité.

Mais les économistes palestiniens estiment que les territoires ont regagné près de 10 % de cette baisse en s'adaptant aux conditions nouvelles et en tirant profit du boycott palestinien des biens israéliens.

M. Hulaileh affirme que l'industrie du bâtiment a fonctionné à un rythme allant de 30 à 50 % de sa capacité, tandis que les principales exportations agricoles comme l'huile d'olive, les tomates ou les agrumes étaient gravement touchées. Dans le même temps, dit-il, il y a eu une grande augmentation de la production agricole à petite échelle destinée à la consommation locale.

Le nombre de poules pondeuses a triplé depuis 1987, jusqu'à atteindre 350 000, tandis que le nombre de vaches laitières a augmenté jusqu'à atteindre 14 000 têtes, au lieu de 10 500 avant l'*Intifada*. Il y a eu une augmentation similaire dans la production locale de céréales.

« En 1987, posséder une vache était une perte, car il revenait moins cher d'acheter du lait subventionné à la Thuva » (la compagnie